
**Marchés 900 24 90 à 900 24 95
Prestations de collecte et élimination des déchets
de l'Université de Limoges.**

N° du CCP : 900 24 90 à 95

Université de Limoges
<http://www.unilim.fr>
Service Marchés Publics
33 rue François Mitterrand
87032 LIMOGES



SOMMAIRE :

CHAPITRES	TITRES	PAGES
	SOMMAIRE	
1	GENERALITES ET NATURES DES PRESTATIONS A REALISER	3
1.1	Présentation des différents sites de production de l'université de Limoges	3
1.1.1	Sites de Haute-Vienne	3
1.1.2	Sites de Corrèze	4
1.1.3	Site de Creuse	4
1.2	Nature et détails des prestations à assurer	4
1.2.1	Objet du marché	4
1.2.2	Description des lots	4
1.2.3	Généralités relatives aux prestations à assurer en matière de prestation d'élimination de déchets	5
1.2.3.1	Communication	5
1.2.3.2	Le rôle d'assistance et de conseil	5
1.2.3.3	La fourniture des emballages	5
1.2.3.4	Traçabilité de l'élimination des déchets et suivi d'exploitation	5
1.2.3.5	La collecte et le transport des déchets	6
1.2.3.6	Valorisation de certaines matières	6
1.2.3.7	Obligation de discrétion	6
1.2.3.8	Personnels du titulaire	6
1.2.3.9	Respect des règles de sécurité	6
2	LOT N°1 : COLLECTE ET TRAITEMENT DES DECHETS DANGEREUX DDQD	7
2.1	Objet de la prestation	7
2.2	Réglementation de référence	7
2.3	Typologie des déchets chimiques à éliminer	7
2.4	Obligations du prestataire	8
2.5	Nature des conditionnements des Déchets Dangereux	8
2.6	Traçabilité de l'élimination des Déchets Dangereux	8
2.7	Collecte des DDQD	9
3	LOT N°2 : COLLECTE ET TRAITEMENT DES DECHETS D'ACTIVITES DE SOINS A RISQUES INFECTIEUX [DASRI]	10
3.1	Objet de la prestation	10
3.2	Réglementation de référence	10
3.3	Typologie des DASRI à éliminer	11
3.4	Obligations du prestataire	11
3.5	Nature des conditionnements des DASRI	11
3.6	Traçabilité de l'élimination des DASRI	12
3.7	Collecte des DASRI	12
3.8	Transport des DASRI	12
3.9	Élimination des DASRI	12
4	LOT N°3 : COLLECTE ET TRAITEMENT DES DECHETS VERTS	13
4.1	Objet de la prestation	13
4.2	Réglementation de référence	13
4.3	Typologie des déchets verts	12
4.4	Obligations du prestataire	13
4.5	Collecte des déchets verts	14
4.6	Processus de traitement des déchets verts	14
5	LOT N°4 : COLLECTE ET TRAITEMENT DES DECHETS INDUSTRIELS BANALS	15
5.1	Objet de la prestation	15
5.2	Réglementation de référence	15
5.3	Typologie des déchets industriels banals	15
5.4	Obligations du prestataire	15
5.5	Collecte et traitement des déchets industriels banals	15
6	LOT N°5 : COLLECTE ET TRAITEMENT DES DECHETS « PAPIERS, CARTONS, BOIS et ELEMENTS D'AMEUBLEMENT »	16
6.1	Objet de la prestation	16
6.2	Réglementation de référence	16
6.3	Typologie des déchets « papiers, cartons »	16
6.4	Obligations du prestataire	16
6.5	Collecte des déchets « papiers, cartons »	17
6.6	Collecte des déchets des éléments d'ameublement	17
6.6.1	Réglementation spécifique des déchets des éléments d'ameublement	17
6.6.2	Collecte des éléments d'ameublement	17
7	LOT N°6 : COLLECTE ET TRAITEMENT DES DECHETS DES EQUIPEMENTS ELECTRIQUES ET ELECTRONIQUES	18
7.1	Objet de la prestation	18
7.2	Réglementation de référence	18
7.3	Typologie des déchets des équipements électriques et électroniques	18
7.4	Obligations du prestataire	19
7.5	Nature des conditionnements des DEEE	19
7.6	Collecte des DEEE	19
7.7	Traçabilité de l'élimination des DEEE	20

1. GENERALITES ET NATURE DES PRESTATIONS A REALISER.

1.1. PRESENTATION DES DIFFERENTS SITES DE PRODUCTION DE L'UNIVERSITE DE LIMOGES

L'université de Limoges est un établissement public national à caractère scientifique, culturel et professionnel réparti sur plusieurs sites géographiques. Elle propose des formations pluridisciplinaires et des activités de recherches.

L'ensemble des prestations intégrées dans cet appel d'offres doit être assuré sur tous les sites géographiques de l'université de Limoges : composantes, écoles, instituts, services communs répartis sur 3 départements.

1.1.1 Sites de Haute-Vienne :

- **La Faculté des sciences et techniques** située 123 et 47 avenue Albert Thomas à Limoges,
La faculté des sciences et techniques accueille des activités d'enseignement et de recherche dans les domaines suivants : chimie, physique, mathématique, informatique, électronique, biologie, biotechnologie, mécanique, ainsi que des activités administratives.
- **Les Facultés de médecine et de pharmacie** situées 2 rue du Docteur Raymond Marcland à Limoges : ces facultés regroupent les activités d'enseignement et de recherche dans le domaine pharmaceutique et médical.
- **Le Centre de Biologie et de Recherche en Santé** situé rue Bernard Descottes (à proximité des facultés de médecine et de pharmacie) : accueille 4 laboratoires de recherche dans les domaines de la santé et de la biologie.
- **L'Ecole d'Ingénieurs de Limoges - ENSIL-ENSCI** située 16 rue Atlantis et 12 rue Atlantis à Limoges : cette école regroupe les activités d'enseignement et de recherche dans 5 secteurs : Eau et Environnement, Electronique, Traitement de Surface et Matériaux, céramique et Mécatronique, ainsi que des activités administratives.
- **Centre Européen de la Céramique** situé 12 rue Atlantis à Limoges regroupe le département céramique de l'école ENSIL-ENSCI et le laboratoire de recherche IRCER.
- **La plateforme technologique SAFIR** est située 12 rue Soyouz à Limoges.
- **La Faculté de Droit et de Sciences Economiques** située : 5 rue Félix Eboué (FORUM A), 3 rue François Mitterrand (FORUM B) à Limoges et 32 rue Turgot à Limoges
Elle regroupe sur plusieurs sites les activités d'enseignement et de recherche en matière de droit et de sciences économiques ainsi que des activités administratives.
- **La Faculté de Lettres et de Sciences Humaines** située 39 E rue Camille Guérin à Limoges.
Elle regroupe sur plusieurs sites les activités d'enseignement et de recherche en matière de lettres et de sciences humaines ainsi que des activités administratives et une imprimerie.
- **L'Institut Universitaire de Technologie (IUT) du Limousin** situé allée André Maurois à Limoges accueille différents départements et dispose de plusieurs antennes dans les départements de la Corrèze et de la Creuse :
 - **Site de Limoges :**
 - Département technique de commercialisation
 - Département génie mécanique et productique
 - Département gestion des entreprises et des administrations
 - Département génie biologique
 - Département mesures physiques
 - Département informatique
 - Département métiers du multimédia et de l'internet
- **L'Institut National Supérieur du Professorat et de l'Education (INSPE)** dispose de plusieurs antennes dans les départements de la Corrèze et de la Creuse - Site de Limoges : 209 boulevard de Vanteaux à Limoges.
- **La Service de Santé des Etudiants** situé 209 boulevard de Vanteaux à Limoges assure la mission de surveillance de la santé des étudiants.
- **L'Hôtel de l'université** situé 33 rue François Mitterrand à Limoges accueille la présidence et les services centraux de l'université de Limoges.
- **Le Service Universitaire d'Activités Physiques et Sportives** situé 185 rue Albert Thomas à Limoges assure les missions liées aux activités physiques et sportives.
- **Le Service Commun de Documentation** dont le service central est situé 39 C rue Camille Guérin assure les missions liées aux bibliothèques universitaires réparties sur les différents sites [santé, droit, lettres, sciences et techniques].
- **Le Pôle Formation** situé : 88 rue du pont Saint Martial assure les missions d'insertion et d'orientation des étudiants

1.1.2 Sites de Corrèze :

1.1.2.1 Site de Brive :

- Le Campus universitaire de Brive : situé 16 rue Jules Vallès regroupe :
 - L'Institut Universitaire de Technologie (IUT) du Limousin / site de Brive - situé 7 rue Jules Vallès à Brive
 - Départements gestion des entreprises et des administrations et génie électrique et informatique industrielle
 - La Faculté des Sciences et Techniques : enseignement (STAPS) et Recherche (laboratoire Xlim)
 - La Faculté de Droit et des Sciences Economiques

1.1.2.2 Site de Tulle

- L'Institut Universitaire de Technologie (IUT) du Limousin / site de Tulle - situé rue du 9 juin 1944 à Tulle
 - Départements génie industriel et maintenance et hygiène et sécurité
- L'Institut National Supérieur du Professorat et de l'Education / site de Tulle situé : 14 rue du 9 juin 1944 à Tulle).

1.1.2.3 Site d'Egletons

- L'Institut Universitaire de Technologie (IUT) du Limousin / site d'Egletons- situé Boulevard de l'EATP à Egletons
 - Département de Génie Civil

1.1.3 Sites de Creuse :

1.1.3.1 Site de Guéret

- Le campus universitaire de Guéret : situé 1 rue Marc Purat à Guéret regroupe :
 - L'Institut National Supérieur du Professorat et de l'Education
 - L'Institut Universitaire de Technologie (IUT) avec le département Carrières Sociales.

1.2. NATURE ET DETAILS DES PRESTATIONS A ASSURER

1.2.1. Objet du marché.

Ce cahier des charges a pour fonction de présenter les besoins en termes de collecte et d'élimination des déchets.

L'objet de la consultation concerne trois types d'opération :

- la fourniture d'emballages ou de moyens de conditionnement pour le conditionnement des déchets et leur tri et la fourniture de moyens de stockage pour en assurer la collecte
- la collecte et le transport des déchets depuis les sites producteurs jusqu'au site d'élimination, via le cas échéant un point de regroupement (qui devra être précisé par le prestataire)
- le traitement des déchets.

1.2.2. Description des lots.

LOT 1 : collecte et traitement des déchets dangereux : DDQD (déchets dangereux générés en quantité dispersées)

LOT 2 : collecte et traitement des déchets d'activité de soins à risques infectieux (DASRI)

LOT 3 : collecte et traitement des déchets verts

LOT 4 : collecte et traitement des déchets industriels banals

LOT 5 : collecte et traitement des déchets « papiers, cartons, bois, déchets des éléments d'ameublement »

LOT 6 : collecte et traitement des DEEE (déchets des équipements électriques et électroniques).

1.2.3. Généralités relatives aux prestations à assurer en matière d'élimination des déchets.

1.2.3.1. Communication

Le(s) prestataire(s) retenu(s) devra(ont) désigner un ou deux interlocuteur(s) privilégié(s) pour l'Université de Limoges et transmettre leurs coordonnées au représentant du pouvoir adjudicateur.

En cas d'impossibilité d'effectuer la prestation suivant les modalités définies avec l'Université de Limoges, le prestataire s'engage à informer le Service Prévention Sécurité Environnement et les référents universitaires désignés par site dans les plus brefs délais et s'engage à proposer une solution pour remédier à la situation.

Le prestataire s'engage à participer ponctuellement à des actions d'information internes sur la gestion des déchets ainsi qu'à la rédaction de documents d'information à destination de la communauté universitaire.

1.2.3.2. Le rôle d'assistance et de conseil

L'université de Limoges souhaite qu'un correspondant compétent l'assiste et le conseille en termes :

- **commercial et administratif**
- **de formation, de sensibilisation et d'information de ses personnels et usagers**
- de gestion et de suivi du traitement des déchets
- de conditionnement et traitement des déchets
- de rédaction des documents administratifs [élaboration des bordereaux...]
- **technique :**
 - **chimiste : compatibilité chimique en cas de regroupement des déchets,**
 - **conseiller à la sécurité : ADR, opération de chargement et déchargement, plan de prévention...**
- de réduction des volumes de déchets générés
- d'assistance à la mise en place du tri sélectif.

Une procédure simple et concertée couvrant l'ensemble des étapes de la collecte intégrant la demande de ramassage devra être proposée par le prestataire retenu.

1.2.3.3. La fourniture des emballages

Selon les lots, les conditionnements pourront être loués, achetés ou fournis gracieusement par le prestataire à l'université de Limoges.

Pour les déchets le nécessitant, les conditionnements fournis par le prestataire devront être compatibles avec la nature du déchet et agréés pour le transport par route et conformes à la réglementation relative au transport de matière dangereuse.

Les emballages devront être compatibles avec le process final d'élimination, en outre, les conteneurs perdus devront être incinérables sans émanations nocives pour l'environnement.

Pour les emballages loués et réutilisables (GRV, bennes ...), le prestataire aura à sa charge le nettoyage et la décontamination des conteneurs.

Pour chaque type d'emballage proposé par le prestataire, celui-ci décrira dans son mémoire technique les caractéristiques des emballages proposés pour assurer les prestations et joindra une copie de leur certificat d'homologation (ADR en particulier).

1.2.3.4. Traçabilité de l'élimination des déchets et suivi d'exploitation

- La traçabilité des déchets confiés tant au collecteur, qu'au transporteur, qu'à l'éliminateur sera assurée par la rédaction et le renseignement des bordereaux de suivi de déchets émis par l'université de Limoges sur le système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement appelé « trackdéchets ».

Pour toutes les autres prestations ne nécessitant pas de bordereau de suivi, un bon d'intervention sera délivré par le prestataire lors de l'intervention sur les sites de l'université, ce document précisera le site concerné, la quantité et la nature des conditionnements collectés ou livrés, la quantité de déchets collectés.

Le prestataire s'engage à fournir un suivi sous forme de reporting mensuel comprenant à la fois un compte rendu technique et financier.

1.2.3.5. La collecte et transport des déchets

Pour les déchets le nécessitant : le transport des déchets [depuis la collecte des déchets sur site jusqu'à leur élimination] sera réalisé par un véhicule agréé ADR conduit par un chauffeur titulaire d'une qualification à jour et adaptée au transport.

- Le prestataire devra fournir une copie de la certification de formation en cours de validité pour le ou les chauffeurs concernés et une copie de récépissé des déclarations administratives obligatoires pour le transport des déchets
- Il devra disposer d'une assurance couvrant les dégradations éventuelles lors des collectes et son activité
- **Le chauffeur devra être titulaire d'un permis de conduire valide correspondant au type de véhicule**
- Les documents et équipements nécessaires prescrits par la réglementation devront être présents à bord du véhicule de transport.
- Un protocole de sécurité (protocole de chargement- déchargement ; plan de prévention) sera établi préalablement aux collectes
- Le prestataire devra être équipé **des équipements nécessaires à la manutention des déchets confiés par l'université de Limoges depuis la zone de stockage jusqu'au véhicule de transport**
- **Le prestataire devra maintenir ses véhicules en bon état de fonctionnement et assurer à cet effet toutes les opérations d'entretien et de réparation et de remise en état nécessaires pour quelques causes que ce soit**
- Le transporteur devra être titulaire du certificat d'assurance qualité si celui-ci est requis
- Le véhicule devra être correctement signalisé et placardé conformément à la réglementation
- Si le prestataire fait appel à un sous-traitant pour le transport des déchets, il devra préalablement :
 - o fournir à l'université les coordonnées et les justificatifs demandés ci-dessus
 - o s'engager à ce que celui-ci respecte les conditions du marché.

Les véhicules devront être adaptés aux volumes de déchets collectés et aux contraintes de circulation et d'accès des sites de l'université de Limoges.

Les horaires de réalisation des prestations doivent être adaptés en fonction des contraintes d'accès aux sites de l'université.

1.2.3.6. Valorisation de certaines matières

Le titulaire assurera chaque fois que c'est possible la valorisation voire le rachat matière des déchets de matières collectées et en proposera dans son offre les modalités.

1.2.3.7. Obligation de discrétion

La ou les titulaire(s) s'engagent, tant pour elle(s)-même(s) que pour leurs préposés, à ne pas communiquer à quiconque, sous quelque forme que ce soit, des renseignements connus de lui ou de ses préposés sur les locaux, leur contenu et l'activité de l'établissement.

1.2.3.8. Personnel du titulaire

La ou les prestataire(s) retenue(s) s'engage(nt) à exiger de ses préposés :

- un comportement irréprochable,
- l'observation et l'application des procédures et consignes générales et particulières,
- l'observation des instructions prescrites en matière d'hygiène et de sécurité,
- de n'utiliser que des véhicules avec le logo de la société qu'ils représentent.

1.2.3.9. Respect des règles de sécurité

Le personnel en charge de la collecte devra :

- être formé au poste de travail et aux équipements conformément à la réglementation en vigueur,
- disposer d'équipements adaptés pour la réalisation de la prestation et aptes à préserver sa santé et sa sécurité,
- devra porter des tenues et des équipements de protection individuelle adaptés.

Le personnel en charge des livraisons et des collectes aura obligatoirement en sa possession le protocole de chargement et de déchargement réglementaire.

2. LOT N°1 : COLLECTE ET TRAITEMENT DES DECHETS DANGEREUX DDQD.

2.1. Objet de la prestation.

Du fait de ses activités de recherche, d'enseignement, de maintenance et d'entretien, l'université génère des déchets chimiques de nature variée.

Le prestataire est chargé de la fourniture des conditionnements adaptés aux différents déchets, de la collecte, du transport et de l'élimination de ces déchets.

2.2. Réglementation de référence.

- Code de l'Environnement (art. L541-1 et suivants ; Articles R541-8, R541-45)
- Décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 relatif notamment aux déchets d'emballages dont les détenteurs ne sont pas les ménages
- Décret n°98-679 du 30 juillet 1998 relatif au transport par route, au négoce et au courtage de déchets.
- Décret n° 2002-540 du 18/04/2002 relatif à la classification des déchets.
- Décret 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets.
- Arrêté ADR du 29 mai 2009 modifié relatif au transport de matières dangereuses
- Arrêté du 5 décembre 2002 modifiant l'arrêté du 1er juin 2001 modifié relatif au transport des marchandises dangereuses par route (dit "arrêté ADR").
- arrêtés ministériels du 21 décembre 2021 relatif à la traçabilité des déchets dangereux

2.3. Typologie des déchets chimiques à éliminer et quantités générées.

Nature	Type	Nomenclature déchet CED	Tonnage indicatif
Produits toxiques (dont CMR) solides / liquides	Acrylamide, Bromure d'éthidium, Solvant halogénés, Solvants non halogénés, Solvants halogénés, Produits pour photographie : révélateur...	16 05 08*	7 à 8 tonnes
Produits de laboratoire	Produits usagés ou périmés dans les conditionnements d'origine	18 01 06*	2 à 4 tonnes
Amiante liée	Amiante ciment ou amiante liée	Selon	≤ 1 tonne
Fibre céramique réfractaire	Fibre céramique réfractaire non liée	17 06 03*	≤ 1 tonne
Absorbants et matériaux souillés	chiffons souillés de solvants, Filtres souillés,	15 01 10*	< 1tonne
Acide	Acides minéraux et organiques	06 01 06*	< 1 tonne
Base	Bases minérales et organiques	06 02 05*	< 1 tonne
Emballages souillés	Flacons en verre en plastique vides, verrerie cassée propre ou sale, consommables souillés (gants, tubes plastiques, papier absorbant...)	15 01 10*	2 à 3 tonnes
Pâteux non réactif non halogéné	Silice, Pommade, céramique	07 05 13*	< 1 tonne
Produits de laboratoire transités	Mercure, métaux lourds – dont mercure Hg ⁰	06 04 04*	<< 1 tonne
Aérosols	Bombes aérosols	16 05 04*	<< 1tonne
Piles en mélange	Piles, batteries, accumulateurs : Piles alcalines, piles lithium, Accumulateurs, Batteries...	16 06 03*	< 1 tonne
Liquide à bas pouvoir calorifique	Fluides de coupe, Détergents peu ou pas inflammables	07 01 01*	1 à 2 tonne
Liquide à haut pouvoir calorifique	Solvants inflammables, Huile (petits volumes)	07 01 01*	≤ 1 tonne
Corindon	Corindon abrasif souillé de substances dangereuses	12 01 16*	3 à 5 tonnes
Pile en mélange	dont piles au lithium	16 06 03*	< 1 tonne
Phytosanitaires	Résidus de produits phytosanitaires	06 13 01*	< 1 tonne
Chaux	Chaux pulvérulente	10 13 99	< 1 tonne
Fumée de silice		16 05 07*	< 1 tonne

Tonnage indicatif total DDQD année 2023	11,753 tonnes
Tonnage indicatif total DDQD année 2022	15,970 tonnes
Tonnage indicatif total DDQD année 2021	19,307 tonnes

2.4. Obligations du prestataire.

Le prestataire doit :

- détenir une autorisation préfectorale ou une déclaration en règle pour le transport et les opérations de courtage et de négoce de déchets et une autorisation de stockage et de traitement des déchets en règle pour chaque installation par lesquels transiteraient les déchets de l'université de Limoges
- mettre à disposition des contenants agréés ADR
- effectuer le transport des déchets conformément à la réglementation ADR des sites de l'université vers les sites de traitement ou de valorisation
- assurer le traitement de ces déchets avec valorisation maximale
- s'engager à ce que l'ensemble des intervenants chargés tout ou partie du service (chauffeur, chimistes...) soit formé conformément à la législation du travail dont la réglementation ADR.
- assurer le suivi administratif et technique des opérations.

2.5. Nature des conditionnements des DDQD.

Les déchets chimiques solides et liquides pourront être conditionnés :

- dans les contenants d'origine : produits périmés par exemple
- dans les contenants à usage unique fournis par le prestataire : bidons, seaux, futs ...

Les déchets ainsi emballés seront conditionnés :

- soit dans des suremballages (caisses palette UN par exemple) fournis à cet effet par le titulaire du marché, qui devront être compatibles avec les dispositions prévues par la réglementation ADR,
- soit sur des palettes filmées dans le cas de contenants de volume supérieur à 30 litres, éventuellement mis à disposition par le titulaire.

Les contenants devront tous être soigneusement identifiés par l'Université de Limoges avant d'être confié au prestataire chargé de la collecte et de l'élimination des déchets.

Pour les DDQD, le prestataire devra fournir des étiquettes génériques conformes à l'ADR permettant de préciser sur les contenants (caisses palette par exemple) :

- la nature chimique du déchet,
- le producteur de déchets
- le(s) pictogramme(s) de sécurité,
- la nomenclature de déchets
- les codes ONU
- Numéro du Certificat d'Acceptation Préalable

Pour les DDQD, le prestataire devra fournir les étiquettes de danger ADR relative aux classes de danger des déchets transportés. **Les conteneurs seront livrés munis de leur opercule de fermeture et munis d'une poignée de portage.**

Les étiquettes ou les contenants pourront être de couleur pour faciliter le tri.

2.6. Traçabilité de l'élimination des DDQD.

Chaque déchet avant d'être éliminé devra faire l'objet d'un protocole d'acceptation préalable qui donnera lieu, si le déchet est accepté, à l'émission par le prestataire d'un certificat d'acceptation préalable (CAP).

Le prestataire fournira annuellement un récapitulatif des CAP actualisés ; chaque CAP sera numéroté et daté.

La traçabilité des déchets confiés sera assurée par le renseignement de la plateforme réglementaire trackdechets, développée par le Ministère de la Transition Écologique. Cette plateforme vise à dématérialiser la traçabilité des déchets dangereux pour simplifier la gestion et sécuriser les filières.

2.7. Collecte des DDQD.

- L'enlèvement des DDQD fera l'objet d'une demande expresse du service prévention sécurité environnement ou d'un référent désigné de l'université de Limoges auprès du titulaire.
- Le délai d'intervention du prestataire ne devra pas être supérieur à 15 jours.
- L'université de Limoges communique au prestataire les quantités de déchets à collecter par catégorie.
- Le prestataire de collecte devra être en mesure de fournir les éventuels conditionnements complémentaires pour faire face aux éventuels déchets en vrac.
- **Lors d'une demande d'enlèvement de DDQD, un chimiste du prestataire pourra avoir à intervenir afin d'assister l'Université de Limoges dans le tri des déchets et pour permettre leur collecte et transport en sécurité.**
- Les collectes sur site se feront en présence de personnes désignées par l'université de Limoges.
- **Le véhicule du prestataire devra être équipé d'un moyen de manutention et d'un système de pesée permettant de peser les déchets avant leur enlèvement.**
- Le prestataire sera chargé du transport des fournitures commandées
- **Le prestataire effectuera la mise en place des conteneurs vides et propres ; les conteneurs seront nettoyés par ses soins, dans le cas où des conteneurs souillés sont implantés, il pourra être demandé au prestataire un échange sans surcoût.**

3. LOT 2 : COLLECTE ET TRAITEMENT DES DECHETS D'ACTIVITES DE SOINS A RISQUES INFECTIEUX [DASRI].

3.1. Objet de la prestation.

Du fait de ses activités de recherche et d'enseignement, l'université génère des déchets de nature biologique assimilables à des déchets d'activité de soins à risques infectieux.

Le prestataire est chargé de la fourniture des conditionnements adaptés aux différents déchets, de la collecte, du transport et de l'élimination de ces déchets.

3.2. Réglementation de référence.

- Code de l'Environnement (art. L541-1 et suivants)
- Code du travail [art. R 4424-7 et suivants]
- Code de la Santé Publique (art. R 1335-1 et suivants) (anciennement Décret du 06/11/1997 relatif à l'élimination des DASRI et assimilés et des pièces anatomiques).
- Directive n°90/679/CEE du 26 novembre 1990 concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à l'exposition à des agents biologiques au travail.
- Décret n°97-1048 du 6 novembre 1997 modifiant le Code de la santé publique et précisant les dispositions relatives à l'élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés, et des pièces anatomiques.
- Arrêté du 7 septembre 1999 modifié relatif aux modalités d'entreposage des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques.
- Arrêté du 7 septembre 1999 modifié relatif au contrôle des filières d'élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques.
- Décret n° 2002-540 du 18/04/2002 relatif à la classification des déchets.
- Arrêté du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux
- Arrêté du 4 novembre 2002 fixant les procédures de décontamination et de désinfection à mettre en œuvre pour la protection des travailleurs dans les lieux où ils sont susceptibles d'être en contact avec des agents biologiques pathogènes pouvant être présents chez des animaux vivants ou morts, notamment lors de l'élimination des déchets contaminés, ainsi que les mesures d'isolement applicables dans les locaux où se trouvent des animaux susceptibles d'être contaminés par des agents biologiques des groupes 3 ou 4.
- Arrêté du 24 novembre 2003 modifié relatif aux emballages de déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des emballages des pièces anatomiques d'origine humaine.
- Arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.
- Arrêté du 14 octobre 2011 modifiant les arrêtés du 7 septembre 1999 relatifs aux modalités d'entreposage et au contrôle des filières d'élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques.
- Arrêté ADR du 01/06/2001 modifié relatif au transport de matières dangereuses
- Circulaire DGS n°296 du 30 avril 1996 relative au conditionnement des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et à l'application du règlement pour le transport des matières dangereuses par route.
- Circulaire DH/SI – DGS/VS3 n°554 du 1^{er} septembre 1998 relative à la collecte des objets piquants, tranchants souillés
- Circulaire DHOS – DGS du 11 janvier 2005 relative au conditionnement des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés.

Recommandation du HCB sur le traitement des déchets issus d'OGM.

- Norme NF X 30-500 - Emballages des déchets d'activités de soins - Boîtes et mini-collecteurs pour déchets perforants - Spécifications et essais (décembre 2011).
- Norme NF X 30-501 - Emballages des déchets d'activités de soins - Sacs pour déchets d'activités de soins mous à risques infectieux - Spécifications et méthodes d'essai (décembre 2006).
- Norme NF X 30-505 - Emballage des déchets d'activités de soins - Déchets d'activités de soins - Fûts et jerricanes en matière plastique pour déchets d'activités de soins à risques infectieux (décembre 2004).

3.3. Typologie des DASRI à éliminer et estimation des quantités de DASRI générés.

▪ Matériel à usage unique souillé de laboratoire et à usage de soins ou d'exams médicaux	▪ Cadavres de petits animaux (inférieur à 40 kg) (souris, rats, lapins, cobayes, grenouilles...) en petite quantité
▪ Seringues, Aiguilles, lames de scalpel	▪ Echantillons biologiques, compresses,
▪ Lames de verre souillées	▪ Litières souillées contaminées
▪ Pipettes en verre	▪ Déchets anatomiques non reconnaissables

Tonnage DASRI indicatif 2023	11,032 tonnes
Tonnage DASRI indicatif 2022	10,763 tonnes
Tonnage DASRI indicatif 2021	12,714 tonnes

3.4. Obligations du prestataire.

Le prestataire doit :

- détenir une autorisation préfectorale ou une déclaration en règle pour le transport et les opérations de courtage et de négoce de déchets ;
- avoir une autorisation de stockage et de traitement des déchets en règle pour chaque installation par lesquels transiteraient les déchets de l'université de Limoges
- effectuer le transport des déchets conformément à la réglementation ADR
- s'engager à ce que l'ensemble des intervenants chargés tout ou partie du service (chauffeur, chimistes...) soient formés conformément à la législation du travail et à la réglementation ADR.
- assurer le suivi administratif et technique des opérations.

3.5. Nature des conditionnements des DASRI.

Les conteneurs [emballage ADR du groupe II] fournis par le prestataire devront être conformes à la réglementation notamment à l'arrêté du 24/11/2003, ils devront notamment :

- être résistants aux perforations et imperméables
- disposer d'un dispositif de fermeture temporaire et d'un système de fermeture définitif
- disposer d'un système de préhension efficace
- avoir une couleur jaune dominante
- avoir une ligne horizontale indiquant la limite de remplissage
- porter une étiquette de danger 6.2 conforme à la réglementation ADR, ils portent le numéro ONU 3291.
- porter une étiquette sur laquelle figurera le nom et les coordonnées du producteur
- être résistants à un autoclavage à 134°C pour les récipients rigides.

Les déchets piquants et/ou coupants seront absolument être conditionnés en conteneurs rigides.

- Les autres DASRI seront conditionnés selon leurs caractéristiques en :
 - **fût rigide**
 - **carton doublé avec sac plastique intérieur**
 - sac plastique autoclavable
 - bidon ou emballage étanche pour DASRI liquide
 - sacs plastiques pour DASRI « mou et sec »
- Les DASRI après un premier conditionnement seront stockés **en grands emballages, faciles à manutentionner.**
- **Le nettoyage et la désinfection des grands emballages sont à la charge du prestataire ; le prestataire devra procéder à un échange de grands emballages (un vide contre un plein) lors de la collecte.**

3.6. Traçabilité de l'élimination des DASRI.

- **Le prestataire doit mettre en place un système de traçabilité efficace permettant d'identifier et de suivre les déchets confiés par l'université de Limoges.**

La traçabilité des déchets confiés tant au collecteur, qu'au transporteur, qu'à éliminateur sera assurée par le renseignement de l'outil de dématérialisation des bordereaux de suivi des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés (DASRI) : trackdéchets. L'obligation de suivi pour les DASRI ne sera définie que fin 2024 par voie réglementaire par le Ministère des Solidarités et de la Santé dans le code de la santé publique, le présent CCTP mentionne donc encore l'obligation de fourniture et rédaction des bordereaux de suivi de déchets émis par l'université de Limoges [formulaire CERFA n° 11351*03 pour les DASRI] pendant la phase transitoire.

3.7. Collecte des DASRI.

Les collectes de DASRI se feront sur demande de l'université de Limoges et en fonction des quantités de déchets générés comme l'exige la réglementation ; à titre d'information, les fréquences d'enlèvement sont actuellement les suivantes :

- Faculté des sciences – 123 rue Albert Thomas : 1 enlèvement / 7 jours environ
- Faculté des sciences – 47 rue Albert Thomas : 1 enlèvement / semaine environ selon la période de l'année
- IUT – Site de Limoges – département Génie Biologique : 1 fois / mois
- IUT – site de Tulle – département Hygiène, Sécurité, Environnement : enlèvement sur demande
- Service de Santé des Etudiants – 1 enlèvement / 3 mois environ
- ENSIL ENSCI – 1 enlèvement / mois environ
- CEC – 1 enlèvement / mois environ

NB : les facultés de médecine et de pharmacie et le centre de biologie et de recherche en santé sont actuellement non concernés par les prestations de collectes, celles-ci sont réalisées par les services du CHU dans le cadre d'une convention.

Sur chaque site concerné, un interlocuteur sera désigné par l'Université de Limoges pour présenter les déchets et émettre le bordereau de suivi.

La fréquence de l'enlèvement sera revue à la hausse ou à la baisse en fonction de la production de déchets de chaque service de l'université de Limoges et après accord préalable du service prévention sécurité environnement de L'université de Limoges.

Les collectes de DASRI devront avoir lieu dans les 48 heures ouvrées après demande expresse de l'université de Limoges par téléphone ou télécopie.

3.8. Transport des DASRI.

Dès lors que les DASRI emprunteront une voie publique, leur conditionnement, étiquetage et transport sont soumis aux dispositions de l'arrêté relatif au transport des matières dangereuses par route.

3.9. Elimination des DASRI.

L'élimination des DASRI confiés par l'université de Limoges est réalisée en usine d'incinération d'ordures ménagères après prétraitement si l'arrêté préfectoral d'autorisation le permet, ou en installation spécialisée.

Le prestataire s'engage à traiter les DASRI confiés par l'université de Limoges dans des installations conformes à la réglementation.

Le Prestataire fournira obligatoirement le nom et les coordonnées de l'installation destinatrice des DASRI ; il doit également fournir le nom et les coordonnées de l'installation de remplacement en cas de défaillance de la première installation.

Il sera spécifié les conditions financières de transport et d'élimination de cette installation de remplacement.

Les déchets biologiques de l'université seront traités dans la journée ou au plus tard dans les 24 heures après leurs collectes.

4. LOT 3 : COLLECTE ET TRAITEMENT DES DECHETS VERTS

4.1. OBJET DE LA PRESTATION.

L'université dispose d'espaces verts qui font l'objet d'un entretien soit par des équipes internes, soit par des prestataires extérieurs **dans ce dernier cas les déchets sont généralement évacués par le prestataire chargé de l'entretien.**

Le prestataire retenu sera chargé de :

- **la fourniture de moyens de conditionnement adaptés de ces déchets verts,**
- **de leur transport vers un centre de traitement adapté,**
- **et de leur traitement pour leur valorisation.**

4.2. Réglementation de référence.

- Articles R541-8 du Code de l'environnement précisant la définition du terme « biodéchet »
- Articles R543-225 à R543-227 du Code de l'environnement fixant les obligations incombant aux producteurs de biodéchets, notamment la mise en place du tri à la source pour les gros producteurs
- Circulaire du 9 août 1978 : Règlement sanitaire départemental
- Circulaire ministérielle du 18 novembre 2011 relative à l'interdiction du brûlage à l'air libre des déchets verts
- Circulaire du 10 janvier 2012 relative aux modalités d'application de l'obligation de tri à la source des biodéchets par les gros producteurs (article L.541-21-1 du code de l'environnement)
- Circulaire du 13 décembre 2012 relative au fonctionnement des installations de compostage de proximité
- Décret n° 2016-811 du 17 juin 2016 relatif au plan régional de prévention et de gestion des déchets

4.3. Typologie des déchets verts.

Il s'agira d'éliminer les déchets résultant de l'entretien des espaces verts sur 3 sites de collectes : IUT site de Limoges, Service des sports/Faculté des sciences et Facultés de médecine et de pharmacie.

Tonnage déchets verts à titre indicatif 2023	55,28 tonnes
Tonnage déchets verts à titre indicatif 2022	61,64 tonnes
Tonnage déchets verts à titre indicatif 2021	37,38 tonnes

Les Déchets Verts sont constitués de :

- résidus de tontes de gazon (terrains de sport, espaces verts engazonnés...)
- résidus de tailles des arbres (branches et branchages de différentes épaisseurs), arbustes et de fleurs,
- ramassage des feuilles,
- plus rarement : troncs, souches, racines...

4.4. Obligations du prestataire.

Le prestataire doit :

- fournir des moyens de collecte : location continue ou ponctuelle de bennes ;
- veiller au nettoyage (notamment résidus de lixiviats...) et à l'entretien courant des équipements de collecte ;
- assurer l'enlèvement périodique ou ponctuel des équipements de collecte pleins ;
- transporter les déchets verts ;
- **traiter des déchets verts en privilégiant au maximum la solution de valorisation :**
- détenir une autorisation préfectorale ou une déclaration en règle pour le transport et les opérations de courtage de déchets ;
- disposer d'une autorisation légale de stockage et de traitement des déchets pour chaque installation par lesquels transiteraient les déchets de l'université de Limoges ;
- assurer le suivi technique et administratif des opérations ;
- effectuer le transport des déchets conformément à la réglementation ;
- s'engager à ce que l'ensemble des intervenants chargés tout ou partie du service (chauffeur, chimistes...) soient formés conformément à la législation du travail et à la réglementation et disposent d'équipements de travail aptes à préserver leur santé et sécurité.

4.5. Collecte des déchets verts.

L'université de Limoges assurera le chargement des déchets dans les moyens de collecte mis à disposition par le prestataire ; ce dernier procédera sur demande au transport de ces déchets vers les centres de traitement.

IMPORTANT :

Pour quelques sites, l'Université pourra être amenée à transporter et déposer lesdits déchets directement au centre de traitement du prestataire. Le prestataire prévoira et expliquera en détails dans le mémoire technique les modalités d'accès à une déchèterie professionnelle pour les apports volontaires des petites quantités générées.

La collecte des déchets verts par le prestataire devra avoir lieu dans les 48 heures ouvrées après demande de l'université de Limoges par téléphone ou courriel ou plateforme numérique.

Les équipements de collecte choisis par l'université de Limoges seront installés dans des emplacements accessibles aux véhicules du prestataire pour la dépose et le retrait du matériel.

L'implantation des matériels de collecte et le choix des véhicules de transport feront l'objet d'un accord réciproque entre le prestataire et l'université de Limoges.

Les bennes pleines seront obligatoirement couvertes (pose de bâche, filets de protection...) lors de leur transport.

Les déchets verts seront transportés jusqu'à une installation agréée pour recevoir et traiter ce type de déchets.

4.6. Processus de traitement des déchets verts.

Le candidat décrira ses installations, ses moyens humains et matériels dans son mémoire technique. Il indiquera les performances de auxquelles il s'engage et précisera dans ses critères de refus des matières vis-à-vis du déchet traité.

Enfin un outil de reporting permettra d'avoir un suivi permanent du flux de déchets, de suivre les prestations, d'analyser les données.

5. LOT N°4 : COLLECTE ET TRAITEMENT DES DECHETS INDUSTRIELS BANALS (DIB).

5.1. OBJET DE LA PRESTATION.

L'université génère du fait de ses activités courantes des déchets industriels banals, à l'exclusion des déchets présentant un risque particulier pour l'homme ou pour l'environnement

5.2. Réglementation de référence.

- Code de l'Environnement
- Circulaire du 9 août 1978 : Règlement sanitaire départemental

5.3. Typologie des DIB.

Par déchets industriels banals, il convient d'entendre : les déchets industriels banals qui conformément au terme de la circulaire n°94-35 du 1er mars 1994, peuvent par leur nature et par opposition aux déchets industriels dangereux et inertes, être traités ou stockés dans les mêmes installations que les déchets ménagers.

En particulier, il faut noter : **ferrailles, déchets de chantier non inertes...**

Tonnage DIB indicatif 2023	36,628 tonnes
Tonnage DIB indicatif 2022	43,506 tonnes
Tonnage DIB indicatif 2021	24,197 tonnes

5.4. Obligations du prestataire.

Le prestataire doit :

- fournir sur demande des moyens de collecte : location périodique ou ponctuelle de bennes
- veiller au nettoyage et à l'entretien courant des équipements de collecte
- assurer l'enlèvement périodique ou ponctuel des déchets industriels banals
- transporter les déchets industriels et le cas échéant des palettes
- traiter des déchets industriels banals et les palettes en privilégiant la solution de valorisation
- détenir une autorisation préfectorale ou une déclaration en règle pour le transport et les opérations de courtage de déchets
- disposer d'une autorisation légale de stockage et de traitement des déchets pour chaque installation par lesquels transiteraient les déchets de l'université de Limoges
- assurer le suivi technique et administratif des opérations
- effectuer le transport des déchets conformément à la réglementation
- s'engager à ce que l'ensemble des intervenants chargés tout ou partie du service (chauffeur, ...) soient formés conformément à la législation du travail et à la réglementation.

5.5. Collecte et traitement des DIB.

Le prestataire est chargé de la fourniture de moyens de conditionnement lourds adaptés, du transport et du traitement par valorisation des déchets industriels banals et des palettes.

L'Université pourra être amenée à transporter et déposer lesdits déchets directement au centre de traitement du prestataire, prévoir et expliquer les modalités d'accès à une déchèterie professionnelle pour les apports volontaires des petites quantités générées.

L'université de Limoges assure :

- le tri à la source et le chargement des déchets dans les matériels mis à disposition ;
- le chargement des déchets qui ne pourra dépasser les bords supérieurs de la benne ;
- l'accès du prestataire aux matériels mis à disposition sans délais d'attentes.

La collecte des déchets industriels banals par le prestataire devra avoir lieu dans les 72 heures ouvrées après demande de l'université de Limoges par téléphone ou télécopie.

L'implantation des matériels de collecte et le choix des véhicules de transport feront l'objet d'un accord réciproque entre le prestataire et l'université de Limoges.

Les bennes pleines seront obligatoirement couvertes (pose de bâche, filets de protection...) lors de leur transport.

6. LOT N°5 : COLLECTE ET TRAITEMENT DES DECHETS « PAPIERS, CARTONS, BOIS ET DECHETS DES ELEMENTS D'AMEUBLEMENT ».

6.1. OBJET DE LA PRESTATION.

L'université de Limoges génère du fait de ses activités des déchets de nature « papiers, cartons, bois et déchets des éléments d'ameublement ».

6.2. Réglementation de référence.

- Code de l'Environnement (notamment art. L 541-10-6, art. R 543-240 et suivants).
- Circulaire du 9 août 1978 : Règlement sanitaire départemental
- Décret n°94-609 du 13 juillet 1994 portant application de la loi n°75-663 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux et relative notamment aux déchets d'emballages dont les détenteurs ne sont pas les ménages
- Circulaire du 26 avril 1993 relative à la mise en décharge des vieux papiers et cartons des entreprises
- Décret n°2016-288 du 10 mars 2016 : 5 flux

6.3. Typologie des déchets « papiers, cartons, bois et éléments d'ameublement ».

Il s'agira d'éliminer les déchets résultant de l'activité de l'université de Limoges :

- papiers graphique provenant des activités administratives, d'enseignement ou de recherche
- magazine, papier mélangé, journaux, brochures et journaux, enveloppes, chemises, sous-chemises...
- cartons de livraison, emballages industriels et commerciaux,
- livres, revues, imprimés réformés,
- destruction de documents confidentiels ou de livres, déchets de désarchivage...
- Bois : il s'agit principalement des palettes

Tonnage déchets papiers et cartons indicatif 2023	45,417 tonnes (9,061t cartons, 36,356t papiers)
Tonnage déchets papiers et cartons indicatif 2022	25,107 tonnes (3,378t cartons, 21,729t papiers)
Tonnage déchets papiers et cartons indicatif 2021	32,240 tonnes (2,630t cartons, 29,610t papiers)

6.4. Obligations du prestataire.

Le prestataire doit :

- fournir à la demande de l'université des moyens de collecte : location continue ou ponctuelle de moyens de collecte
- assurer l'enlèvement contractuel ou ponctuel (à la demande) des déchets
- transporter les déchets et contenants à déchets pleins
- **traiter ces déchets en privilégiant la solution de recyclage ou de valorisation**
- **assurer des solutions de broyage des papiers confidentiels remis : préciser sur le mémoire le niveau de sécurité**
- détenir une autorisation préfectorale ou une déclaration en règle pour le transport et les opérations de courtage de déchets
- disposer d'une autorisation légale de stockage et de traitement des déchets pour chaque installation par lesquels transiteraient les déchets de l'université de Limoges
- assurer le suivi technique et administratif des opérations
- effectuer le transport des déchets conformément à la réglementation
- s'engager à ce que l'ensemble des intervenants chargés tout ou partie du service (chauffeur, intervenants...) soient formés conformément à la législation du travail et à la réglementation et disposent d'équipements de travail aptes à préserver leur santé et sécurité.

6.5. Collecte des déchets « papiers, cartons et bois ».

Le prestataire effectuera :

- la fourniture à la demande de l'université de Limoges de moyens de collecte : corbeille, bac, roll, benne...
- la mise en place, le nettoyage, l'entretien courant des matériels de collecte
- la manutention à la demande
- la collecte et le transport des déchets devront avoir lieu dans les 5 jours ouvrés après demande de l'université de Limoges par téléphone ou télécopie, selon un planning conjoint.
- le traitement des déchets (valorisation ou destruction dans une filière agréée)
- la remise le cas échéant des certificats de destruction dans le cas de la destruction de papiers confidentiels

L'université de Limoges assurera le chargement des déchets dans **les conteneurs de collecte mis à disposition par le prestataire ou dans ses propres conteneurs de collecte.**

Le prestataire pourra aussi être sollicité pour assurer la main d'œuvre de la manutention des papiers, cartons et bois.

- Le prestataire devra alors la prise en charge du déchet jusqu'à son élimination.
- Les équipements de collecte seront installés dans des emplacements accessibles aux véhicules du prestataire pour la dépose et le retrait du matériel.
- Les matériels seront implantés d'un commun accord entre le prestataire et l'université de Limoges.

6.6. Collecte des déchets des éléments d'ameublement.

Les déchets remis à la collecte sont les déchets d'éléments d'ameublement (DEA) tels que : meuble de bureau, meuble d'agencement, mobilier « scolaire », Mobilier d'hébergement (sommiers et matelas compris)...

6.6.1. Réglementation spécifique déchets des éléments d'ameublement.

Article L.541-10-6 du code de l'environnement,

Art. R. 543-240 et suivants du code de l'environnement,

Art. 92 de la loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte,

D. n° 2017-1607 du 27 novembre 2017 portant diverses dispositions d'adaptation et de simplification dans le domaine de la gestion des déchets.

D. n° 2012-22 du 6 janvier 2012 relatif à la gestion des déchets d'éléments d'ameublement

6.6.2. Collecte des déchets éléments d'ameublement.

Le prestataire :

- Participe à l'établissement des protocoles de sécurité,
- Met en place les moyens matériels nécessaires : bennes, camions... et met si besoin à votre disposition l'équipe nécessaire au chargement (en fonction des volumes)
- Assure l'évacuation des déchets d'ameublement jusqu'à son centre de tri le plus proche, avec une parfaite traçabilité quant à la filière de destination.
- Remet les reportings détaillés sur les tonnages collectés et traités sur un centre agréé,
- Traite les déchets remis (valorisation ou destruction dans une filière agréée).

Soit l'université de Limoges assurera le chargement des déchets dans les bennes de collecte mis à disposition par le prestataire ou le cas échéant pourra déposer les déchets sur le site du prestataire selon les modalités fournies par le prestataire,

Soit le plus souvent, le prestataire sera sollicité pour assurer la main d'œuvre de la manutention des déchets des éléments d'ameublement.

7. LOT N°6 : COLLECTE ET TRAITEMENT DES DECHETS DES EQUIPEMENTS ELECTRIQUES ET ELECTRONIQUES (DEEE).

7.1. Objet de la prestation.

Du fait de ses activités, l'université de Limoges génère des Déchets des Equipements Electriques et Electroniques au sens de l'article R.543-172 et suivants du Code de l'environnement en raison de leurs vétustés, leurs obsolescences, de leurs fins de vie...

Comme les Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques (DEEE) font l'objet d'une réglementation spécifique l'université de Limoges souhaite s'assurer que ces déchets soient collectés, dépollués et recyclés.

7.2. Réglementations non exhaustives de référence.

- Code de l'Environnement
- Décret n° 2005-829 du 20 juillet 2005
- Arrêté du 23 novembre 2005 – modalités d'agréments éco-organismes DEEE professionnels.
- Arrêté du 23 novembre 2005 - traitement des DEEE.
- Décret n°2012-617 du 2 mai 2012 relatif à la gestion des déchets de piles et accumulateurs et d'équipements électriques et électroniques
- Les décrets 92-1271 et 98-560 relatifs aux fluides utilisés dans les équipements frigorigènes et climatiques imposent le traitement des CFC et autres gaz à effet de serre au-delà de 2 kg de fluide frigorigène.
- Décret n° 2007-737 du 7 mai 2007 relatif à certains fluides frigorigènes utilisés dans les équipements frigorifiques et climatiques
- Le décret 99-374 du 12 mai 1999 relatif aux piles et accumulateurs impose leur collecte séparée et leur traitement (voir fiche piles et accumulateurs).
- Le décret 87-59 du 2 février 1987 modifié le 18 janvier 2001 relatif à la mise sur le marché, à l'utilisation et à l'élimination des PCB-PCT, complété par l'arrêté du 26 février 2003 approuvant le plan d'élimination des PCB.

7.3. Typologie des déchets des équipements électriques et électroniques.

Il s'agit d'éliminer les Déchets des équipements électriques et électroniques en fin de vie résultant de l'activité de l'université de Limoges. **A titre indicatif**, il s'agit notamment de :

- Equipements électroménagers Froid : contenant des fluides frigorigènes : réfrigérateurs, congélateurs... et Hors Froid fours micro-ondes...
 - Ecrans : écrans d'ordinateur, téléviseurs...
 - Equipements informatiques et de télécommunications : Equipements bureautiques, photocopieurs, téléphone, GSM, équipements multimédias, ...
 - Equipements informatiques : Unités centrales, imprimantes et autres périphériques ; moniteurs, écrans de visualisation
 - Equipements électriques et électroniques de type industriels : transformateur, onduleurs, baies de contrôle...
 - Outils électriques et électroniques, électroportatifs
 - Equipements de loisir et de sport
 - Equipements de laboratoire : équipements électriques et électroniques variés,
 - **Dispositifs médicaux implantés actifs notamment pacemakers (issus du centre de don des corps du département anatomie de la faculté de médecine)**
 - Equipements complets ou démontés, cartes et éléments électroniques...
 - Lampes : les lampes à décharge d'éclairage : les tubes fluorescents et les autres lampes à décharge (lampes à économie d'énergie, les lampes à sodium haute et basse pression, les lampes à vapeur de mercure, les lampes à iodure métallique...) ; les blocs autonomes d'éclairage de sécurité, **les lampes à décharge dites techniques : UV, vidéo projecteurs, éclairage horticole ; les lampes à diode électroluminescente ou lampes à LEDs...**
- NB : Les lampes assurent un très faible tonnage puisqu'elles sont généralement reprises par les fournisseurs d'éclairages neufs**

Tonnage DEEE à titre indicatif 2023	18,95 tonnes
Tonnage DEEE à titre indicatif 2022	12,63 tonnes
Tonnage DEEE à titre indicatif 2021	11,20 tonnes

7.4. Obligations du prestataire.

Le candidat décrira ses installations, ses moyens humains et matériels dans son mémoire technique. Il indiquera les performances de auxquelles il s'engage et précisera dans ses critères de refus des matières vis-à-vis du déchet traité.

Le prestataire devra :

- fournir à la demande des moyens de collecte adaptés : location périodique ou ponctuelle de bennes, caisses palettes, roll ou autres moyens de collecte à décrire dans le mémoire technique ;
- **prévoir le cas échéant à la demande la manutention des DEEE ;**
- disposer de moyens de manutention adaptés des contenants ou équipements y compris pour des matériels lourds ;
- assurer à la demande l'enlèvement des DEEE ;
- transporter les DEEE jusqu'au centre de traitement
- **assurer le démantèlement, la dépollution et le traitement de ces déchets en privilégiant la solution de recyclage ou de valorisation ;**
- procéder à la **destruction systématique des disques durs des équipements informatiques** pour des raisons de confidentialité des données et être capable de d'en apporter la preuve à la demande [remise d'un certificat de destruction]
- détenir une autorisation préfectorale ou une déclaration en règle pour le transport et les opérations de courtage de déchets
- disposer d'une autorisation légale de stockage et de traitement des déchets pour chaque installation par lesquels transiteraient les déchets de l'université de Limoges,
- assurer le suivi technique et administratif des opérations,
- effectuer le transport des déchets conformément à la réglementation,
- s'engager à ce que l'ensemble des intervenants chargés tout ou partie du service (chauffeur, manutentionnaire...) soient formés conformément à la législation du travail et à la réglementation,
- Fournir le cas échéant les bordereaux de suivis de déchets correspondants.

7.5. Nature des conditionnements des DEEE

Le prestataire aura à fournir des conteneurs, ceux-ci devront être conformes à la réglementation (y compris le cas échéant en termes de respect de la réglementation en matière du transport de matières dangereuses).

- Pour la collecte des lampes, le prestataire devra fournir des conteneurs (mise à disposition, emballage perdu ou location) adaptés permettant la collecte des lampes : conteneurs spéciaux en carton par exemple pour la collecte des tubes fluorescents et des lampes ;
- Pour la collecte des autres DEEE, le prestataire proposera une gamme de conteneurs adaptés permettant la collecte de DEEE (caisse palette, roll, bennes...).

7.6. Collecte des DEEE.

La collecte de DEEE se fera sur demande expresse de l'université de Limoges et en fonction des quantités de déchets générés ;

- Sur chaque site concerné, un interlocuteur sera désigné par l'Université de Limoges pour présenter les déchets et émettre le bordereau de suivi.

- Les collectes de DEEE feront l'objet d'un planning de collecte après demande de l'université de Limoges par téléphone ou courriel.

Le prestataire devra prévoir dans le cadre d'un forfait et/ou d'un taux horaire :

- la manutention des DEEE du point de stockage jusque dans le véhicule de collecte sur demande de l'Université de Limoges.
- Le transport de ces déchets jusqu'au centre de traitement

IMPORTANT :

Pour quelques sites, l'Université pourra être amenée à transporter et déposer lesdits déchets directement au centre de traitement du prestataire. Le prestataire prévoira et expliquera en détails dans le mémoire technique les modalités d'accès à ses installations pour les apports volontaires des petites quantités générées.

7.7. Traçabilité de l'élimination des DEEE

Le prestataire doit proposer un système de traçabilité efficace permettant d'identifier et de suivre les déchets confiés par l'université de Limoges.

Un outil de reporting permettra à l'université d'avoir un suivi du flux de déchets, de suivre les prestations, d'analyser les données et les performances de valorisation et de recyclage.

Chaque fois que nécessaire, la traçabilité des déchets confiés tant au collecteur, qu'au transporteur, qu'à éliminateur sera assurée par la rédaction et le renseignement des bordereaux de suivi de déchets dangereux sur la plateforme trackdéchets.